

Direction Départementale
des Territoires

Service Agriculture Durable

ARRÊTÉ
RELATIF AUX INDICES DE FERMAGES POUR LA CAMPAGNE 2018 - 2019

**La Préfète du Gers,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code rural et de la pêche maritime et les articles L.411-1 et suivants et notamment l'article L.411-11,

VU l'article 62 de la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche modifiant l'article L.411-11 du code rural et de la pêche maritime relatif au prix du bail rural, et notamment les modifications des articles R.411-9-1 et suivants,

VU le décret n° 2010-1126 du 27 septembre 2010 déterminant les modalités de calcul de l'indice national des fermages et de ses composantes,

VU l'arrêté préfectoral du 02 juillet 2009 fixant la valeur locative normale des immeubles bâtis et non bâtis, à usage agricole, loués en fermage,

VU l'arrêté du Ministre de l'agriculture et de l'alimentation du 20 juillet 2018 constatant pour 2018 l'indice national des fermages,

VU l'avis relatif à l'indice de référence des loyers publié par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques paru au journal officiel du 13 avril 2018

VU l'avis émis par les membres de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux en date du 25 septembre 2018

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Valeur de l'indice des fermages

La valeur de l'indice national des fermages arrêtée pour l'année 2018 est de 103,05 (base 100 en 2009).

Article 2 - Variation de l'indice des fermages

La variation de cet indice par rapport à l'indice 2017 est de – 3,04 %.

Article 3 - Indexation des loyers des terres nues et des bâtiments d'exploitation

Pour les baux dans lesquels les loyers sont exprimés en monnaie, l'actualisation des loyers se fera en multipliant le montant de l'année antérieure par un coefficient de 0,9696.

Article 4 : Minimum et maximum pour le loyer des terres nues

A compter du 1^{er} octobre 2018 et jusqu'au 30 septembre 2019, les maxima et minima pour les terres sont fixés aux valeurs actualisées suivantes :

Maximum : 200,00 €/ha (correspondant à 8,40 quintaux de blé fermage/ha).

Minimum : 53,57 €/ha, (correspondant à 2,25 quintaux de blé fermage/ha).

Article 5 - Minimum et maximum pour les loyers exprimés en quantité de denrées

Pour le loyer des terres en cultures permanentes viticoles et le loyer des bâtiments d'exploitation associés, lorsque les parties auront décidé d'exprimer le montant du fermage en quantité de denrées et conformément à l'arrêté du 02 juillet 2009, les quantités minimales et maximale exprimées en hectolitres de vin par hectare, sont les suivantes :

VIN BLANC		VIN ROUGE	
Minima	Maxima	Minima	Maxima
5 hl/ha	20 hl/ha	5 hl/ha	20 hl/ha

Les cours moyens des denrées devant servir de base de calcul du prix des fermages sont fixés comme suit dans le département du Gers pour l'année 2018 :

Vin blanc : **63,98 €/hl**

Vin rouge : **56,82 €/hl**

Article 6 - Loyer des bâtiments d'habitation

Conformément à l'arrêté préfectoral n° 2009-183-7 du 02/07/2009, le loyer des immeubles à usage d'habitation est indexé sur l'Indice de Référence des Loyers (IRL) du **1^{er} trimestre** de chaque année civile. L'IRL au 1^{er} trimestre 2018 publié le 13 avril 2018 est constaté à la valeur de 127,22

La variation de cet indice par rapport au premier trimestre de l'année 2017 est de + 1,05 %

L'actualisation du loyer se fera en multipliant le montant de l'année antérieure par un coefficient de 1,0105.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Condom, la sous-préfète de Mirande par intérim, le directeur départemental des territoires et le directeur départemental des finances publiques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État.

Auch, le **1 OCT. 2018**

La préfète,



Catherine SÉGUIN

Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux, adressé à la **Préfète du Gers** (Direction Départementale des Territoires - Service Agriculture Durable)

- un recours hiérarchique, adressé à :

M. le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation – Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises – 3, rue Barbet de Jouy – 75349 PARIS 07 SP

- un recours contentieux, adressé au tribunal administratif de Pau (Cours Lyautey – 64000 PAU)

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^e mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique)